Confédération Paysanne

SAUVONS L'ELEVAGE

Des aides justes, pas juste des aides !

Confédération Paysanne

UN PROJET POUR LES PAYSANS

Prix des matières premières : les éleveurs ne doivent pas payer la note

La flambée des matières premières (céréales, soja) pénalise les éleveurs, déjà fragilisés (augmentation des coûts de production, faibles revenus) ; elle accentue par ailleurs les risques de crises alimentaires à l'échelle mondiale. Pour la Confédération paysanne,

- L'agriculture et l'alimentation ne peuvent être soumises à un marché libéral et doivent sortir de l'OMC (Organisation mondiale du Commerce),
- Les aliments de 1ère nécessité comme les céréales ne doivent pas faire l'objet de spéculations, en particulier sur les marchés à terme,
- **Les aides doivent être redistribuées en direction des éleveurs.** Dans l'attente, il faut taxer les céréales à l'exportation au-delà d'un certain seuil, pour arrêter l'augmentation des prix,
- Il faut arrêter le soutien aux agrocarburants.

Contractualisation et marchés laitiers : sécuriser les éleveurs

Les contrats actuels ne règlent rien en termes de revenu, d'organisation et de maîtrise de la production. Aussi, la Confédération paysanne demande une maîtrise publique des volumes de lait produits et en cas de contractualisation :

- Des contrats-type (pour les coopératives comme pour le privé) et un arbitrage par les pouvoirs publics,
- Ces contrats doivent sécuriser à la fois l'avenir et le revenu des producteurs grâce à une garantie de collecte sur la durée du contrat pour aboutir à un prix minimum, en prenant en compte les coûts de production sur la base d'un prix minimum,
- Le pouvoir de négociation des producteurs et la défense collective imposent des OP (organisations de producteurs) par bassin et non par entreprise.

Affaire Doux : vers un nouveau modèle !

Le système mis en place par Doux menace aujourd'hui l'emploi (éleveurs, salariés) et le développement régional.

- La Confédération Paysanne défend les éleveurs touchés et réclame le règlement des créances et l'accompagnement des éleveurs,
- Cette crise doit être une occasion pour l'Etat et les collectivités territoriales de réorienter la filière volaille vers l'approvisionnement des marchés européens (la France importe 40% de ses volailles!).

Environnement : accompagner la transition

L'environnement est l'outil de travail des paysans et doit à ce titre être en état d'assurer la production aujourd'hui comme demain. Il faut retourner les contraintes en atout pour demain. La Confédération paysanne demande :

- Des politiques publiques (Europe, France) limitant la concentration des fermes et décourageant les systèmes de production peu vertueux,
- La simplification et la stabilisation des réglementations,
- La mise en place de contrats collectifs accompagnant les paysans vers une agriculture plus autonome et respectueuse de l'environnement, et répondant aux attentes de la société,
- L'élargissement du principe pollueur-payeur aux fabricants d'engrais et de pesticides.

Contacts : contact@confederationpaysanne.fr